

Centre communal d'action sociale

Mairie de Villeurbanne

BP 65051 - 69601 Villeurbanne cedex

Tél. 04 78 03 67 67 – fax 04 78 03 68 46

Marché de prestations de services

Sensibilisation, formation et action
expérimentale design de service pour
promouvoir l'activité physique du quotidien au
sein des résidences autonomie

Acte d'engagement

&

Cahier des clauses administratives et techniques particulières

Marché n° 17017

Contrat inférieur à 25 000 euros HT

Date limite de réception des offres	10.09.2017
Heure limite de réception	17 :00

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 130 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics: Monsieur le Directeur du Centre Communal D'Action Sociale
Ordonnateur : Monsieur Jean-Paul BRET, Président du CCAS
Comptable public assignataire : Madame la Trésorière Principale de Villeurbanne

Article 1 - Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet de la sensibilisation, la formation et une action expérimentale design de service visant à promouvoir l'activité physique du quotidien au sein des quatre résidences autonomie du CCAS.

La procédure de consultation utilisée est la procédure adaptée selon l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Article 2 - Contexte

Cette mission fait suite à la démarche engagée en 2016 par la Ville et le CCAS de Villeurbanne avec le SG-MAP. Cette démarche met en œuvre les apports des sciences comportementales et notamment les « nudge ».

Une phase d'observation puis un atelier LAB, organisés par le SGMAP avec la participation active d'une douzaine d'agents de la Ville et du CCAS de Villeurbanne ont produit un certain nombre de pistes de projets visant à maintenir et/ou favoriser la pratique d'activités physiques des personnes âgées résidant dans les résidences autonomie dans un objectif de prévention de la dépendance et de bonne santé (au sens de l'OMS).

Le CCAS de Villeurbanne, dans le cadre de sa politique de prévention et de maintien de l'autonomie, souhaite mettre en œuvre concrètement une de ces pistes en impliquant à la fois les résidents et les agents travaillant dans les résidences autonomie. Dans un objectif d'efficacité, d'appropriation future mais aussi de montée en compétence de ses agents, elle souhaite mobiliser les méthodes du design de service pour cette nouvelle phase.

Le site internet de la Ville présente les résidences du CCAS ainsi que les sites nationaux « Via Trajectoire » et « Pour les personnes âgées ». Des renseignements complémentaires peuvent être demandés.

Article 3 - Contractant

Je soussigné(e) : **Lucas Linares**

Agissant au nom et pour le compte de : **étrangeOrdinaire - CREALEAD SCOP**

Dont le siège social est à (adresse complète)

Hôtel de la coopération - 55 Rue saint Cléophas 34070 Montpellier

Numéro de téléphone : **06 50 56 24 60**

Mail : **lucaslinares@etrangeordinaire.fr**

Immatriculation I.N.S.E.E :

N° S.I.R.E.T : **438076200 00023**

Code d'Activité économique Principale (APE) : **7022Z**

N° d'identification au registre du Commerce : **Montpellier – B – 438 076 200**

Après avoir produit toutes attestations et justificatifs mentionnés en Annexe 1, et le pouvoir de la personne habilitée à engager la société,

AFFIRME,

sous peine de résiliation de plein droit du contrat, que je ne tombe sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 50 de la loi n° 52-401 du 14 avril 1952, modifié par l'article 56 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 , et visée aux articles 48 à 51 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

M'ENGAGE,

sans réserve à exécuter les prestations objet du contrat dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation nous est notifiée dans un délai de **90 (quatre vingt dix)** jours à compter de la date de remise du pli.

Article 4 - Entrée en vigueur et durée du contrat

Le présent marché est notifié au titulaire par le CCAS de Villeurbanne.

Il prendra effet à compter de la date de sa notification au titulaire par le CCAS de Villeurbanne.

Le terme du marché est fixé au 28 février 2018.

Article 5 - Détail des prestations à exécuter

5.1 Missions du titulaire et calendrier

Le titulaire devra assurer les prestations suivantes :

- > Sensibilisation des agents (entre 15 et 20) au design des politiques publiques
- > Cadrage et définition des suites à donner aux pistes de projets élaborées avec le SGMAP, choix du projet prototypé. Il est envisagé de choisir le projet de 4 « cartes du quartier » autour des 4 résidences visant à favoriser la marche par le repérage de parcours, d'objectifs, d'incitations (commerces, ...) prenant en compte les temps réels de déplacement, ...) La ou les formes de cette carte (livret, affiche, version électronique, ...) seront déterminés lors du processus. Toutefois cette phase permettra aussi d'identifier d'autres projets qui pourraient faire l'objet de prototypage ultérieurement.
- > 4 résidence de co-conception in situ, pour développer le prototype avec les équipes des résidences de personnes âgées.
- > Conception et fabrication des prototypes
- > Lancement des expérimentations dans les 4 résidences autonomie.
- > Suivi, évaluation et bilan des expérimentations fourniture de livrables finaux.

Le calendrier est le suivant:

Phase 1. La prestation (cadrage et lancement de la mission) débutera au cours de la deuxième quinzaine du mois de septembre 2017.

Phase 2. Le début de la phase de conception sur le terrain et de lancement des expérimentations du prototype dans les 4 résidences devra s'achever vers fin novembre 2017.

Phase 3. La phase d'analyse des résultats de l'expérimentation et de bilan est prévue en janvier 2018 et au plus tard fin février 2018 par la remise des livrables finaux au CCAS.

Ces phases et cette méthodologie pourront être adaptées par le prestataire ou faire l'objet d'options s'il le juge pertinent.

5.2 le pilotage

Au cours de toutes ces phases, des usagers/résident seront pleinement impliqués ainsi que des agents du CCAS et de la Ville.

Un comité technique restreint comprenant 4 ou 5 personnes ressources pilotera la démarche. Outre le directeur du CCAS un interlocuteur sera désigné pour faire le lien et faciliter la mission.

Un groupe plus large (autour de 15 personnes) réunira l'ensemble des cadres ou personnes ressources impliquées dans la démarche. Le SG-MAP pourra être associé à ces temps.

5.3 Intervenants

Le ou les intervenants désignés dans la proposition devront, sauf cas de force majeure, assurer la mission du début à la fin. Le nom des intervenants proposés est contractuel. En cas de changement, le CCAS se réserve le droit de mettre fin à la mission (après avoir payé les prestations déjà accomplies).

5.4 Livrable

Le prestataire s'engage à fournir 4 livrables issus de la co-conception sous forme papier et informatique, libre de droits, qui soit pleinement utilisable et modifiable sans restriction par le CCAS ou la Ville de Villeurbanne. Les caractéristiques techniques de fichiers informatiques feront l'objet d'une concertation avec le CCAS et la direction de la communication. Un cahier retraçant la démarche et ses apports sera aussi fourni.

5.5 Droit à l'image

Il est précisé qu'au cours de la mission, un prestataire du CCAS pourra être amené à filmer les séances de travail prévues dans le présent marché dans le cadre d'un documentaire portant sur les résidences autonomie et l'activité physique des personnes âgées. Le prestataire consent à apparaître dans ce documentaire à titre gratuit et à consentir par le présent acte aux autorisations relevant du droit à l'image qui seraient nécessaire..

Article 6 - Passation du marché

6.1 Critères d'attribution

Le choix de l'offre retenue sera fait en fonction des critères suivants :

- 30 % Analyse des CV des intervenants et de leur expérience dans des projets similaires (design de service pour des collectivités territoriales).
- 50% Qualité technique de la proposition et de la méthodologie
- 20% Prix (analyse du prix indiqué à l'article 9 du présent acte d'engagement)

Le CCAS se réserve la possibilité de demander des précisions oralement au candidat avant le choix.

Il se réserve aussi le droit de demander des modifications à la proposition soumise.

En cas d'égalité de la note finale pondérée, l'offre retenue sera celle qui aura la meilleure note sur le critère prix/valeur technique.

6.2 Négociation :

L'acheteur se réserve la possibilité de négocier avec les trois offres arrivant en tête du classement.

Article 7 - Sous-traitance

Le titulaire du marché ne pourra, en aucun cas, transmettre la totalité de celui-ci à un sous-traitant.

La co-traitance est admise mais le CCAS n'aura qu'un seul interlocuteur contractuel et pour la facturation.

Toutefois, si la sous-traitance s'avérait nécessaire à la bonne exécution du contrat, cette dernière est soumise à l'accord préalable et exprès du CCAS, conformément aux dispositions des articles 133 à 137 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Article 8 – lieu d'exécution

A Villeurbanne dans et autour des 4 résidences Autonomie mentionnées ci-dessous :

Résidence Tonkin 20 Avenue Salvador Allende 69100 Villeurbanne ☎ 04.37.42.19.60	Résidence Jean Jaurès 42 Rue Jean Jaurès 69100 Villeurbanne ☎ 04.78.54.73.46
Résidence Château Gaillard 65 Rue Château Gaillard 69100 Villeurbanne ☎ 04.78.84.10.60	Résidence Marx Dormoy 183/15 route de Genas 69 100 Villeurbanne ☎ 04.72.33.03.32

Article 9 - Prix

Les prix comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures ou prestations ainsi que tous les frais afférents, à la livraison et à la mise à disposition.

Il est rappelé que la présente consultation est inférieure à 25 000 euros HT.

Phase	Montant forfaitaire de la prestation
Phase 1 et 2	20 250 € HT 24 300 € TTC
Phase 3	4 400 € HT 5 280 € HT

Le titulaire est-il assujetti à la TVA ?

- ☒ OUI
☐ NON

Le prix sera forfaitaire toutefois le devis précisera les coûts de manière détaillée par intervenant, par nature de l'intervention et par grandes phases.

Article 10 - Paiement et établissement de la facture

10.1. Paiements

Le CCAS se libérera des sommes dues au titre du marché en faisant porter le montant au crédit des comptes ci-après :

Compte ouvert au nom de : CREA - LEAD

Code Banque : 13485

Code Guichet : 00800

N° Compte : 08912019183

Clé RIB : 18

Libellé de l'organisme bancaire : CE LANGUEDOC ROUSSILLON

Adresse de l'organisme bancaire : BDR Eco sociale CA montpellier, 729 rue la croix verte 34090 montpellier (tel : 04.67.04.73.42)

Les sommes dues en exécution du marché seront payées dans un délai maximum prévu par la réglementation en vigueur à la date du lancement de la consultation.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires.

10.2. Établissement de la facture

Les factures afférentes aux prestations exécutées seront établies en un original et deux copies comportant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- date de la facturation
- nom et adresse du créancier
- numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé ci-dessus
- numéro et date du marché
- numéro du bon de commande
- désignation précise des fournitures livrées ou prestations exécutées
- date de la prestation
- prix unitaires HT de chaque fourniture résultant, le cas échéant, du dernier ajustement
- taux et montant de la TVA
- montant TTC des fournitures livrées et remises le cas échéant

L'original de la facture, accompagné d'une copie, sera expédié à l'adresse suivante :

*CCAS de Villeurbanne
Hôtel de Ville
Place Lazare Goujon
BP 65051
69601 Villeurbanne cedex*

10.3. Périodicité de la facturation

Un premier paiement pourra avoir lieu à l'issue de la phase 2. Le solde au terme du marché.

Article 11 - Opérations de vérification

Le présent marché pourra faire l'objet d'une vérification de la bonne exécution des prestations, préalable au règlement de la facture.

Article 12 - Pièces constitutives du marché

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- Le présent document portant acte d'engagement et cahier des clauses administratives et techniques particulières,
- cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures et services,
- cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés de fournitures et services.

Article 13 - Pièces à remettre

- 1 Une proposition d'intervention précisant la méthode proposée et les détails des journées d'intervention et les prix ainsi que les noms et CV avec références des intervenants
- 2. Le présent document portant acte d'engagement et cahier des clauses administratives et techniques particulières: à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du marché
- 3 Un RIB
- 4. Un document relatif au pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat (daté et signé), Kbis
- 5. L'attestation d'assurances de responsabilité et d'assurances à jour
- 6. Le modèle d'attestation sur l'honneur, signé, tel qu'annexé à l'acte d'engagement (annexe 1)

Ces pièces seront à remettre au plus tard le **10 septembre 2017 à 17h00** (le cas échéant la remise des pièces autres que la pièce 1 et 2 pourront faire l'objet d'une remise ultérieure).

par mail à

Simon Movermann directeur du CCAS : simon.movermann@villeurbanne.fr

Alice Peronnet, chargé d'études alice.peronnet@villeurbanne.fr

Et par courrier

*CCAS de Villeurbanne
Simon Movermann
Hôtel de Ville
Place Lazare Goujon
BP 65051
69601 Villeurbanne cedex*

Article 14 - Résiliation du contrat

Les conditions de résiliation des marchés sont fixées par les **articles 29 à 36 du CCAG-FCS**.

Le CCAS peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation du contrat.

Le contrat sera résilié avec indemnisation du titulaire :

- en cas de décision de résiliation par le CCAS pour motif d'intérêt général,
- en cas d'événement ne provenant pas d'un fait du titulaire qui rend absolument impossible l'exécution du marché, si le titulaire le demande.

Le titulaire bénéficiera d'une indemnité égale aux deux tiers du montant du marché.

Le CCAS pourra résilier le marché sans indemnité, après avoir invité le titulaire à présenter des observations dans un délai de quinze (15) jours :

- en cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles,
- en cas d'infraction à la législation ou à la réglementation du travail,
- en cas de liquidation ou redressement judiciaire, dans les conditions figurant à l'article VI ci-dessous.

Article 15 - Redressement et liquidation judiciaire

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-FCS, les dispositions suivantes sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la personne publique. Il en va de même de tout jugement ou toute décision susceptible d'avoir des effets sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, la personne publique adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article 141 de la loi du 25 janvier 1985, le juge-commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article 37 de la loi. En cas de réponse négative, ou en l'absence de réponse dans un délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un (1) mois peut être prolongé ou raccourci, si avant l'expiration dudit délai, le juge-commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai du mois ci-avant. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, la personne publique pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

Article 16 - Litiges et contestations

En application de l'article 36 du CCAG-FCS, si le titulaire n'exécute pas complètement sa prestation, le CCAS de Villeurbanne se réserve le droit de faire exécuter par une autre personne cette prestation aux frais et risques du titulaire.

En cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles, indépendamment des pénalités pour retard visées à l'article 14 du CCAG-FCS, le CCAS pourra résilier le marché sans indemnité, après avoir invité le titulaire à présenter des observations dans un délai de quinze (15) jours.

Les contestations qui pourraient survenir entre le CCAS et le titulaire du marché ne pourront être invoqués par ce dernier comme cause d'arrêt de suspension.

Article 17 - Pénalités pour retard

Si Lorsque les délais prévus pour chaque phase sont dépassés par le fait du titulaire, le CCAS se réserve la possibilité d'appliquer des pénalités de retard après une mise en demeure préalable égal à :

- pour l'achèvement de la phase 2 : 100 € HT par semaine
- pour la remise du livrable final à l'issue de la phase 3 : 150 € HT par semaine

Article 18 - Clauses de financement et de sûreté

- Avance forfaitaire

Sans objet

- **Retenue de garantie**

Il ne sera pas exigé de retenue de garantie au titre du présent marché.

- **Nantissement**

Il est précisé qu'en cas de nantissement du marché, et conformément à l'article 109 du Code des marchés publics, sont désignés :

Comme comptable chargé du paiement : **la Trésorière Principale de la Ville de Villeurbanne**

Comme fonctionnaire compétent pour fournir les renseignements énumérés à l'article 109 du Code des marchés publics : **Monsieur le Directeur du CCAS.**

Article 19 - Assurance

Le prestataire garantit qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité générale garantissant les tiers et le pouvoir adjudicateur en cas de dommages causés par l'exécution du marché, ceci au titre des articles 1382 à 1386 du Code civil.

Article 20 - Juridiction compétente

Pour tout litige relevant du présent marché, qui ne pourrait être résolu par la voie de la conciliation, les parties font attribution expresse de juridiction auprès du **Tribunal Administratif de Lyon (Rhône)**.

Article 21 - Renseignements complémentaires

Toute demande de renseignement complémentaire peut être faite : simon.movermann@mairie-villeurbanne.fr

Fait à MONTPELLIER.....,
le 25 Août 2017....., en un seul original

LE CONTRACTANT
(« lu et approuvé », cachets et signatures)

Crealead
Coopérative d'Activités et d'Entrepreneurs
Hôtel de la Coopération
55, rue Saint Cléophas
34070 MONTPELLIER
SIRET : 438 076 200 00023

lu et approuvé

Cadre réservé à l'administration :

APPROBATION DU MARCHE

La présente offre est acceptée par le pouvoir adjudicateur pour valoir acte d'engagement,

A
le

Le représentant légal du CCAS

--

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Annexe 1

J'atteste sur l'honneur que :

- je ne tombe pas sous le coup des interdictions prévues à l'article 48 et 51 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- l'entreprise que je représente ou toute personne ayant agi sous son couvert, présente dans l'entreprise, n'ont pas fait l'objet au cours des cinq dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L1146-1, L 8221-1, L 8221-3, L8221-5, L8231-1, L8241-1, L8251-1 et L8251-2 du code du travail, ou pour de infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne.
- j'ai satisfait à l'ensemble des obligations en matière fiscale et sociale,
- le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L5212-1 à L5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- ☒ je n'ai pas l'intention de faire appel pour l'exécution du marché à des salariés de nationalité étrangère
- ☐ j'ai l'intention d'employer des salariés de nationalité étrangère et je certifie que ces salariés seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Fait à MONTPELLIER
Le 25 Août 2017

Cachet et Signature

